

SECTION I : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Article 1 PORTÉE DE L'OFFRE

Les soumissionnaires sont invités à présenter une offre pour les Travaux conformément aux exigences spécifiées dans la **Section V : Exigences** et la **Section III : Conditions du Contrat** et au processus décrit dans le présent appel d'offres. Les **Détails** contiennent un résumé de la portée de l'offre.

Toutes les correspondances et notifications relatives au présent appel d'offres doivent être envoyées à la personne de contact dont les coordonnées sont indiquées dans les **Détails**. Veuillez noter que l'adresse pour la soumission des offres peut être différente.

Article 2 INTERPRÉTATION DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres constitue une invitation et ne doit pas être considéré comme une offre pouvant être acceptée ou comme un document accordant des droits contractuels, légaux ou de restitution.

Le présent appel d'offres est mené conformément aux dispositions applicables du Manuel des achats de l'UNOPS (dont la dernière version peut être consultée sur le [site Web de l'UNOPS](#)) et des autres Directives opérationnelles et Instructions opérationnelles pertinentes mentionnées dans le Manuel des achats. Dans l'éventualité d'une contradiction entre le présent appel d'offres et le Manuel des achats de l'UNOPS, ce dernier prévaut.

Tant que le Contrat n'est pas signé entre l'UNOPS et le soumissionnaire retenu, aucun contrat contraignant, notamment aucun contrat préliminaire ou autre entente ou accord, ne lie le soumissionnaire et l'UNOPS, et aucune disposition du présent appel d'offres ou de tout élément connexe ne saurait donner lieu à une quelconque responsabilité de la part de l'UNOPS.

Article 3 MODIFICATION DE L'APPEL D'OFFRES

Avant la date limite de soumission des offres, l'UNOPS peut, à son entière discrétion, modifier les documents relatifs aux offres au moyen d'un addenda écrit. Tout addenda écrit aux documents relatifs aux offres fait partie de l'appel d'offres.

Si l'UNOPS modifie l'appel d'offres, il en notifie par écrit tous les soumissionnaires ayant reçu l'appel d'offres directement de l'UNOPS si celui-ci n'était pas disponible en ligne, et/ou, si l'appel d'offres était disponible en ligne ou si cela est prévu dans les **Détails**, l'UNOPS publie les réponses en ligne.

Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte d'une telle modification apportée à l'appel d'offres, l'UNOPS peut reporter la date limite de soumission des offres dans la mesure appropriée selon les circonstances.

Article 4 ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE

Un soumissionnaire peut être une personne juridique privée, publique ou gouvernementale, ou toute association, y compris une Coentreprise ou un consortium, ayant la capacité juridique de signer un contrat contraignant avec l'UNOPS.

Un soumissionnaire, ainsi que toutes ses parties constituantes, peut avoir n'importe quelle nationalité, à l'exception des nationalités figurant, le cas échéant, dans les **Détails**. Afin d'être considéré comme ayant la nationalité d'un pays, un soumissionnaire doit être un citoyen dudit pays ou une entité constituée, incorporée, enregistrée en vertu du droit dudit pays ou exerçant ses activités conformément à sa législation nationale.

Un soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Un soumissionnaire est considéré comme ayant un conflit d'intérêts si :

- i) un soumissionnaire (y compris son personnel) entretient des relations étroites, de nature professionnelle ou personnelle, avec un ou des membres du personnel de l'UNOPS ou du partenaire de l'UNOPS qui a engagé l'UNOPS, et qui :
 - participent directement ou indirectement à la préparation des documents relatifs aux offres ou des spécifications du Contrat et/ou au processus d'évaluation des offres dans le cadre de l'attribution dudit Contrat, ou
 - sont appelés à participer à la mise en œuvre ou à la supervision dudit Contrat ;
- ii) un soumissionnaire est associé ou a été associé par le passé, directement ou indirectement, avec une entité ou l'un de ses Affiliés qui ont été engagés par l'UNOPS afin de fournir des services de consultation pour la préparation de la conception, des spécifications et d'autres documents utilisés pour l'achat des Travaux requis dans le cadre du processus actuel d'achats ;
- iii) un soumissionnaire entretient des rapports financiers avec d'autres soumissionnaires dans le cadre de la même activité d'achats, y compris lorsqu'ils appartiennent à la même entité et/ou sont gérés de manière commune. Les soumissionnaires ne doivent pas soumettre plus d'une offre (à l'exception des offres alternatives, si cela est autorisé) ; le cas échéant, l'ensemble des offres auxquelles ils sont associés seront disqualifiées. Cela comprend les situations où une entité est le soumissionnaire dans une offre et un sous-traitant dans une autre ; cependant, cela ne limite pas l'inclusion d'une entité en tant que sous-traitant dans plus d'une offre. Dans le cas de processus d'achats par Lots, cette disposition s'applique Lot par Lot ; ou
- iv) un soumissionnaire ne se conforme pas à toute autre situation de conflit d'intérêts applicable au processus d'achats spécifique, telle que spécifiée dans le document d'appel à la concurrence.

Les soumissionnaires sont tenus de divulguer tout conflit d'intérêts réel ou potentiel dans l'Annexe 0.1 [*Déclaration de soumission de l'offre*] et ils seront considérés comme non admissibles au présent processus d'achats à moins qu'un tel conflit d'intérêts ne soit résolu d'une manière acceptable pour l'UNOPS. La non-divulgaration d'un conflit d'intérêts réel ou potentiel peut amener le soumissionnaire à être sanctionné en application de la [politique de l'UNOPS en matière de sanctions appliquées aux fournisseurs](#).

Un soumissionnaire est jugé inadmissible à présenter une offre si, au moment de la soumission de l'offre, il :

- i) figure dans la liste des fournisseurs inadmissibles du [portail UNGM](#), qui regroupe des informations divulguées par l'UNOPS ([liste des fournisseurs inadmissibles de l'UNOPS](#)) et par d'autres organismes, fonds ou programmes du système des Nations Unies ;
- ii) figure dans la [liste récapitulative du Conseil de sécurité de l'ONU](#), y compris la [liste incluse dans la résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité](#) ;
- iii) figure dans la [liste des fournisseurs irresponsables](#) ou la [liste des entreprises et individus inadmissibles](#) établies par la Banque mondiale ;
- iv) figure dans toute autre liste d'inadmissibilité établie par un partenaire de l'UNOPS, et, le cas échéant, répertoriée dans les **Détails** ;
- v) fait actuellement l'objet d'une suspension de toute relation commerciale avec l'UNOPS et d'une exclusion de sa ou ses bases de données de fournisseurs pour des raisons autres que le fait de s'être livré à des Pratiques interdites telles que définies dans le Manuel des achats de l'UNOPS ;
- vi) n'a pas participé à une inspection du Site obligatoire ou à une réunion de clarification obligatoire, le cas échéant ; ou
- vii) ne respecte pas l'une quelconque des exigences supplémentaires pouvant être énoncées dans les **Détails**.

Il est attendu de tous les soumissionnaires qu'ils respectent les principes du [Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies](#) puisqu'il découle des valeurs intrinsèques de la Charte des Nations Unies. L'UNOPS attend également de tous ses fournisseurs qu'ils adhèrent aux principes du [Pacte mondial des Nations Unies](#). L'UNOPS demande en outre à tous les soumissionnaires de respecter les normes les plus élevées en matière d'éthique, telles que définies en détail à l'article 37 [*Éthique et corruption*], au cours de l'intégralité du processus relatif aux offres, ainsi que pendant la durée de tout Contrat pouvant être attribué suite audit processus.

Si un soumissionnaire ne possède pas toute l'expertise requise pour exécuter les Travaux décrits dans l'appel d'offres, il peut présenter une offre en partenariat avec d'autres entités, particulièrement avec une entité basée dans le pays où les Travaux doivent être exécutés. Dans le cas d'une Coentreprise, d'un consortium ou d'un partenariat :

- i) toutes les parties de la Coentreprise, du consortium ou du partenariat sont responsables conjointement et individuellement envers l'UNOPS de toute obligation émanant de leur offre et du Contrat qui pourrait leur être attribué suite au présent appel d'offres ;
- ii) l'offre doit clairement identifier l'entité désignée comme contact principal pour communiquer avec l'UNOPS. L'Annexe 0.3 [*Informations relatives aux partenaires dans le cadre d'une Coentreprise*] dûment remplie doit être incluse dans l'offre. Ladite entité doit avoir l'autorité nécessaire pour prendre des décisions contraignantes au nom de la Coentreprise, du consortium ou du partenariat au cours du processus relatif aux offres et, en cas d'attribution d'un Contrat, pendant la durée du Contrat ; et

- iii) la composition ou les statuts de la Coentreprise, du consortium ou du partenariat ne doivent pas être modifiés sans le consentement préalable de l'UNOPS.

Article 5 ERREURS OU OMISSIONS

Les soumissionnaires doivent immédiatement informer l'UNOPS par écrit de toute ambiguïté, erreur, omission, contradiction, incohérence ou autre faute figurant dans n'importe quelle partie de l'appel d'offres, en fournissant toutes les précisions s'y rapportant.

Les soumissionnaires ne doivent pas bénéficier desdites ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres fautes.

Article 6 RESPONSABILITÉ DES SOUMISSIONNAIRES DE S'INFORMER ET RECONNAISSANCE

Il appartient aux soumissionnaires de s'informer lors de la préparation de leur offre. À cet égard, les soumissionnaires doivent s'assurer qu'ils :

- i) examinent l'ensemble des aspects de l'appel d'offres, y compris le Contrat et tous les autres documents inclus ou mentionnés dans le présent appel d'offres, et s'en informent pleinement ;
- ii) passent en revue l'appel d'offres pour s'assurer qu'ils disposent d'une copie complète de tous les documents ;
- iii) obtiennent et examinent toutes les autres informations pertinentes concernant le Projet et la portée des Travaux, qui peuvent être mises à leur disposition sur demande raisonnable ;
- iv) vérifient toutes les assertions, déclarations et informations pertinentes, y compris celles contenues ou mentionnées dans l'appel d'offres ou formulées oralement dans le cadre d'une réunion de clarification, d'une inspection du Site ou de toute discussion avec l'UNOPS, ses employés ou ses agents ;
- v) participent à toute réunion de clarification ou inspection du Site obligatoire en vertu du présent appel d'offres ;
- vi) s'informent et s'assurent pleinement des exigences de toute Autorité compétente et des lois applicables ou susceptibles de s'appliquer à l'avenir à l'exécution des Travaux ; et
- vii) évaluent par eux-mêmes la nature et l'ampleur des travaux requis dans la **Section V : Exigences** pour l'exécution des Travaux et en tiennent dûment compte dans leur offre.

Les soumissionnaires reconnaissent et conviennent que l'appel d'offres ne prétend pas contenir toutes les informations pertinentes relatives aux Travaux et est fournie en tenant pour acquis que les soumissionnaires sont chargés de mener leur propre évaluation des questions abordées dans l'appel d'offres, y compris la **Section III : Conditions du Contrat**.

Les soumissionnaires reconnaissent et conviennent que l'UNOPS, ses directeurs, son personnel et ses agents ne formulent aucune déclaration et n'accordent aucune garantie (expresse ou implicite) concernant l'exactitude, l'actualité ou l'exhaustivité du présent appel d'offres ou de toute autre information fournie aux soumissionnaires.

Article 7 CONTRAT DE CONSTRUCTION POUR PETITS TRAVAUX DE L'UNOPS

Les soumissionnaires doivent être prêts à signer la **Section III : Conditions du Contrat**, sans dérogation, qualification, modification, réserve ou exclusion s'ils sont sélectionnés à l'issue du processus relatif aux offres.

Article 8 CLARIFICATIONS CONCERNANT L'APPEL D'OFFRES

Les soumissionnaires peuvent demander des clarifications concernant l'appel d'offres en envoyant une demande par écrit aux coordonnées indiquées dans les **Détails** avant la date figurant également dans ladite Section, après quoi aucune demande de clarifications ne sera acceptée.

L'UNOPS rassemblera l'ensemble des demandes de clarifications et pourra y répondre par écrit de manière simultanée. Les réponses aux demandes de clarifications seront communiquées à tous les soumissionnaires ayant reçu l'appel d'offres directement de l'UNOPS si celui-ci n'était pas disponible en ligne.

Article 9 RÉUNION DE CLARIFICATION OU DE PRÉ-SOUMISSION

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une réunion de clarification ou de pré-soumission sera organisée uniquement si elle est prévue dans les **Détails**, à la date, au lieu et selon les modalités figurant dans ladite Section.

Si une réunion de clarification est obligatoire en vertu des **Détails**, tout soumissionnaire qui n'y participe pas ne sera plus en mesure de soumettre une offre au titre du présent appel d'offres.

Les informations concernant les représentants des soumissionnaires qui participeront à la réunion de clarification doivent être communiquées par écrit à la personne de contact au sein de l'UNOPS dont les coordonnées sont indiquées dans les **Détails**. Le nom complet et la fonction de chaque représentant doivent être communiqués au moins un (1) jour ouvrable avant la tenue de la réunion de clarification.

La réunion de clarification sera organisée dans le but de clarifier les points les plus pertinents des documents d'appel à la concurrence. Les soumissionnaires ne doivent se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de la réunion de clarification, à moins qu'elles ne soient ensuite confirmées par écrit par l'UNOPS.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant l'appel d'offres ou le processus relatif aux offres au cours de la réunion de clarification. Toutes les questions doivent être soumises conformément à l'article 8 [*Clarifications concernant l'appel d'offres*].

L'UNOPS préparera le procès-verbal de la réunion de clarification et l'enverra à tous les soumissionnaires ayant reçu l'appel d'offres directement de l'UNOPS si celui-ci n'était pas disponible en ligne, et/ou, si l'appel d'offres était disponible en ligne ou si cela est prévu dans les **Détails**, le procès-verbal sera publié en ligne sans mentionner le nom des soumissionnaires ayant participé à la réunion de clarification, et ce, peu après ladite réunion.

Article 10 INSPECTION DU SITE

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une inspection du Site sera organisée uniquement si elle est prévue dans les **Détails**, à la date, au lieu et selon les modalités figurant dans ladite Section.

Si une inspection du Site est obligatoire en vertu des **Détails**, tout soumissionnaire qui n'y participe pas ne sera plus en mesure de soumettre une offre au titre du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires qui participent à une inspection du Site sont chargés :

- i) d'avoir à disposition et de porter des équipements de protection individuelle, comprenant au moins un casque de sécurité, des bottes et un gilet réfléchissant ; et
- ii) d'obtenir tout visa pouvant être requis afin de prendre part à l'inspection du Site.

Avant de participer à une inspection du Site, les soumissionnaires doivent signer une décharge de responsabilité et une renonciation libérant l'UNOPS de toute responsabilité susceptible de découler :

- i) de la perte ou de l'endommagement de tout bien immobilier ou mobilier ;
- ii) du dommage corporel, de la maladie ou du décès de toute personne ;
- iii) des possibles pertes ou frais financiers résultant de ladite inspection du Site ; et
- iv) de tout accident ou acte malveillant commis par un tiers lors du transport organisé par l'UNOPS jusqu'au Site (le cas échéant).

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant l'appel d'offres ou le processus relatif aux offres au cours de l'inspection du Site. Toutes les questions doivent être soumises conformément à l'article 8 [*Clarifications concernant l'appel d'offres*].

L'inspection du Site sera organisée dans le seul et unique but de fournir des informations générales. Les soumissionnaires ne doivent se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de l'inspection du Site, à moins qu'elles ne soient ensuite confirmées par écrit par l'UNOPS.

Article 11 CONTENU DES OFFRES SOUMISES

Les offres doivent inclure l'ensemble des Annexes à remplir, dûment complétées et datées, chaque Annexe devant contenir uniquement les informations demandées, soit directement sur le document de l'Annexe, soit en pièce jointe au document, selon le cas. Chaque Annexe à remplir doit être signée conformément à l'article 20 [*Présentation et signature des offres*] par une personne autorisée par le soumissionnaire afin de la rendre contraignante. Les Annexes à remplir sont disponibles dans la **Section VI : Annexes à remplir**.

Les offres soumises doivent uniquement contenir les informations requises pour leur soumission conformément à l'appel d'offres.

Article 12 DÉCLARATION D'EXCLUSIVITÉ ET DE DISPONIBILITÉ

Si ainsi l'exigent les **Détails**, chaque membre du Personnel clé figurant dans l'Annexe 4.4 [*Personnel clé*] doit signer une déclaration d'exclusivité et de disponibilité telle que fournie à l'Annexe 0.6 [*Déclaration d'exclusivité et de disponibilité*]. Ladite déclaration poursuit les objectifs suivants :

- i) le Personnel clé figurant dans l'offre ne doit en aucun cas être associé à une autre offre soumise dans le cadre du présent processus. Le Personnel clé doit donc s'engager exclusivement auprès du soumissionnaire ;
- ii) chaque membre du Personnel clé doit également s'engager à être disponible, apte et disposé à travailler pendant toute la période pour laquelle sa collaboration est prévue durant l'exécution du Contrat, selon ce qui est indiqué dans la **Section V : Exigences** et l'offre du soumissionnaire.

Étant donné que la sélection d'une offre repose en partie sur l'évaluation du Personnel clé présenté dans ladite offre, l'UNOPS s'attend à ce que le Contrat soit exécuté précisément par le Personnel clé y figurant. Au vu du fait que les documents d'appel à la concurrence indiquent la date de mobilisation prévue, une fois passée la date limite de soumission des offres, l'UNOPS envisagera la possibilité de procéder à des substitutions uniquement en cas de retards imprévus dans la date de commencement survenus du fait de circonstances échappant au contrôle du soumissionnaire, ou, exceptionnellement, si un membre du Personnel clé se trouve dans l'incapacité d'effectuer son travail pour des raisons de santé, de Force majeure, ou en raison de toute autre circonstance pouvant justifier un remplacement et n'affectant pas le processus de sélection des offres. Le souhait d'un soumissionnaire d'employer un membre du Personnel clé dans un autre projet ou un changement d'avis de la part d'un membre du Personnel clé ne seront pas acceptés comme des motifs valables pour procéder à leur remplacement.

Article 13 RÉMUNÉRATION ET COÛTS LIÉS AUX OFFRES

Les soumissionnaires n'ont droit à aucune forme de rémunération ou d'indemnité pour la préparation et la soumission de leur offre.

Les soumissionnaires reconnaissent qu'ils assument tous les risques et coûts liés à leur participation à tout stade du processus relatif aux offres dans le cadre du présent appel d'offres. L'UNOPS ne peut être tenu responsable des coûts ou frais supportés par les soumissionnaires au titre de la préparation et de la soumission des offres, ou de leur participation au processus relatif aux offres, y compris dans le cadre de toute réunion de clarification ou inspection du Site.

L'UNOPS ne peut être tenu responsable envers les soumissionnaires, sur quelque fondement légal, contractuel, quasi-contractuel ou droit à réparation que ce soit, des coûts, frais ou pertes subis dans le cadre du présent appel d'offres ou de leur participation au processus relatif aux offres, y compris dans les situations suivantes :

- i) les clarifications et addenda sont fournis ou non aux soumissionnaires ;
- ii) un soumissionnaire n'est pas retenu ou engagé pour exécuter les Travaux ;
- iii) l'UNOPS modifie, supprime, suspend ou reporte tout aspect du processus relatif aux offres ou le remplace par un nouveau processus ;

- iv) l'UNOPS choisit de ne pas donner suite à la totalité ou à une partie de l'appel d'offres ; ou
- v) l'UNOPS exerce l'un quelconque de ses droits en vertu de l'appel d'offres.

Article 14 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE L'OFFRE

Les offres doivent demeurer valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la durée indiquée dans les **Détails**. Toute offre assortie d'une durée de validité inférieure sera rejetée.

Avant l'expiration de la période de validité de l'offre, l'UNOPS peut demander par écrit aux soumissionnaires de prolonger la période de validité de leurs offres en conservant les mêmes conditions. Les soumissionnaires qui refusent de prolonger ladite période verront leurs offres disqualifiées.

Article 15 OFFRES PARTIELLES

Les soumissionnaires doivent présenter une offre pour la totalité des Travaux requis identifiés dans la **Section V : Exigences**, sauf instructions contraires dans les **Détails**. Les offres portant uniquement sur une partie des exigences seront rejetées, sauf si les offres partielles sont permises en vertu des **Détails**.

S'il est indiqué dans les **Détails** que les offres portant sur des contrats individuels (Lots) seront acceptées, les soumissionnaires doivent présenter une offre pour cent (100) pour cent des éléments spécifiés pour chaque Lot et cent (100) pour cent des quantités spécifiées pour chaque élément du Lot, sauf indication contraire dans les **Détails**. Le cas échéant, la méthode d'évaluation pour déterminer l'attribution de plusieurs combinaisons de Lots sera précisée dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**.

Article 16 OFFRES ALTERNATIVES

Les soumissionnaires ne doivent pas présenter plus d'une offre par soumissionnaire dans le cadre du présent processus relatif aux offres, sauf si les **Détails** prévoient la présentation de offres alternatives. L'UNOPS se réserve le droit d'attribuer un Contrat sur la base d'une offre alternative, tant que les conditions pour son acceptation sont remplies.

S'il est indiqué dans les **Détails** que les offres alternatives ne seront pas acceptées, celles-ci ne seront pas évaluées. Si un soumissionnaire présente plus d'une offre :

- i) toutes les offres portant la mention « Offre alternative » seront disqualifiées et seule l'offre portant la mention « Offre initiale » sera évaluée ; ou
- ii) toutes les offres seront rejetées si aucune indication n'est fournie pour distinguer l'offre initiale de la ou des offres alternatives.

Article 17 GARANTIE DE SOUMISSION DE L'OFFRE

Si cela est requis dans les **Détails**, le soumissionnaire doit fournir une garantie de soumission de l'offre dans le cadre de son offre.

Le montant et la forme de la garantie de soumission de l'offre doivent correspondre aux informations indiquées dans les **Détails**, et ladite garantie doit :

- i) être dans la devise stipulée à l'article 18 [*Devise(s) de l'offre*] ; et

- ii) rester valide pendant les trente (30) jours suivant l'expiration de la période de validité de l'offre fixée par l'UNOPS, conformément à l'article 14 [*Période de validité de l'offre*].

L'UNOPS se réserve le droit de rejeter les offres qui n'incluent pas une garantie de soumission de l'offre dont le montant et la forme respectent les exigences indiquées ci-dessus.

Les garanties de soumission de l'offre des soumissionnaires non retenus seront remboursées/retournées dès que possible, au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la période de validité fixée par l'UNOPS conformément à l'article 14 [*Période de validité de l'offre*].

Les garanties de soumission de l'offre du ou des soumissionnaires retenus leur seront remboursées/retournées une fois que le soumissionnaire aura signé le Contrat, conformément à l'article 33 [*Signature du Contrat*].

La garantie de soumission de l'offre peut être perdue :

- i) si un soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée par le soumissionnaire à l'Annexe 0.1 [*Déclaration de soumission de l'offre*] ;
- ii) si le soumissionnaire retenu ne signe pas le Contrat conformément à l'article 33 [*Signature du Contrat*] ;
- iii) si le soumissionnaire retenu ne fournit pas la Garantie de bonne exécution requise aux termes du Contrat, le cas échéant ; ou
- iv) si le soumissionnaire retenu n'accepte pas la correction des erreurs, conformément à l'article 28 [*Erreurs, erreurs formelles ou omissions mineures*].

Article 18 DEVISE(S) DE L'OFFRE

Les prix figurant dans l'offre doivent être donnés dans la ou les devises indiquées dans les **Détails**. Le cas échéant, à des fins de comparaison et d'évaluation, l'UNOPS convertira les prix figurant dans l'offre en USD au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date limite de soumission des offres.

L'UNOPS se réserve le droit de ne pas rejeter les offres soumises dans une devise autre que la ou les devises indiquées dans les **Détails**. L'UNOPS peut accepter des offres soumises dans une autre devise que celle indiquée dans les **Détails** si le soumissionnaire confirme par écrit, pendant la clarification, qu'il acceptera un Contrat émis dans la devise obligatoire de l'offre et l'application, pour la conversion, du taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date limite de soumission des offres indiquée dans les **Détails**. Quelle que soit la devise utilisée dans l'offre reçue, le Contrat sera émis dans la devise obligatoire mentionnée dans les **Détails**, et les paiements ultérieurs seront effectués dans cette même devise.

Les tarifs indiqués dans les offres doivent être fixes. Les offres comportant des tarifs susceptibles d'être modulés seront disqualifiées, à moins que de tels tarifs soient expressément autorisés dans les documents d'appel à la concurrence ou le Contrat en question.

Article 19 DROITS DE DOUANE ET TAXES

La Section 7 de l'Article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dispose, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNOPS en tant qu'organe subsidiaire, sont exonérés de tout impôt direct, à l'exception des taxes pour les services d'utilité publique, et qu'ils sont exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Toutes les offres doivent être soumises nettes de tout impôt direct et de tout autre droit de douane ou taxe, sauf indication contraire dans les **Détails**.

Article 20 PRÉSENTATION ET SIGNATURE DES OFFRES

L'offre doit être dactylographiée et signée à l'encre indélébile par le soumissionnaire ou une ou des personnes dûment autorisées à lier le soumissionnaire au Contrat.

Une offre ne doit contenir aucun ajout interlinéaire, aucune rature ni réécriture. Si le soumissionnaire a commis des erreurs qui nécessitent d'être corrigées, des corrections manuelles peuvent être apportées à l'offre avant sa soumission et/ou avant la date limite de soumission des offres. Dans ce cas, lesdites corrections doivent être paraphées par la ou les personnes ayant signé l'offre.

Article 21 LANGUES DES OFFRES

L'ensemble des offres, renseignements, documents et correspondances échangés entre l'UNOPS et les soumissionnaires dans le cadre du présent processus relatif aux offres doit être rédigé dans la langue indiquée dans les **Détails**.

Les justificatifs peuvent être soumis dans leur langue d'origine. S'il s'agit d'une langue différente de celle indiquée dans les **Détails**, les justificatifs doivent être accompagnés d'une traduction des extraits pertinents. Dans ce cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction prévaut. Le soumissionnaire est seul responsable de la traduction et de son exactitude.

Article 22 DATE LIMITE DE SOUMISSION DES OFFRES

Toutes les offres doivent être reçues par l'UNOPS avant l'heure et la date indiquées dans les **Détails**. Les soumissionnaires sont seuls responsables de s'assurer que leur offre est reçue avant la date limite de soumission des offres. Les offres déposées après la date limite de soumission des offres seront rejetées.

L'UNOPS peut, à son entière discrétion, reporter la date limite de soumission des offres en modifiant les documents d'appel à la concurrence conformément à l'article 3 [*Modification de l'appel d'offres*]. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'UNOPS et des soumissionnaires liés à l'ancienne date limite sont désormais liés à la nouvelle date limite.

Article 23 SOUMISSION DES OFFRES

Toutes les offres doivent être soumises à l'UNOPS conformément aux exigences énoncées dans le présent appel d'offres.

Les offres non conformes aux dispositions du présent appel d'offres seront rejetées.

Article 24 RETRAIT, SUBSTITUTION ET MODIFICATION DES OFFRES

Avant la date limite de soumission des offres, un soumissionnaire peut retirer, substituer ou modifier son offre après l'avoir soumise en adressant une notification écrite à l'UNOPS. Néanmoins, après la date limite de soumission des offres, les offres doivent être maintenues et demeurer valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la période de validité de l'offre.

Les offres dont le retrait est demandé avant la date limite de soumission des offres doivent être mises à disposition des soumissionnaires concernés dans les quinze (15) jours suivant leur retrait afin qu'ils puissent les récupérer. À défaut, l'UNOPS aura le droit de se défaire desdites offres sans les ouvrir et sans autre notification adressée aux soumissionnaires. L'UNOPS ne peut être tenu responsable des frais de restitution des offres aux soumissionnaires.

Article 25 OUVERTURE DES OFFRES

Les offres seront ouvertes par un comité d'ouverture des plis à la date et à l'emplacement, et conformément aux exigences, énoncés dans les **Détails**. Les soumissionnaires ne peuvent pas assister à l'ouverture des offres, sauf si cela est prévu dans les **Détails**.

Article 26 CLARIFICATION DES OFFRES

L'UNOPS peut demander des clarifications ou des informations supplémentaires par écrit aux soumissionnaires à tout moment au cours du processus d'évaluation. Dans leurs réponses, les soumissionnaires ne doivent apporter aucune modification au contenu ou au prix de leur offre ; ils peuvent uniquement confirmer la correction d'erreurs de calcul constatées par l'UNOPS au cours de l'évaluation des offres, conformément à l'article 28 [*Erreurs, erreurs formelles ou omissions mineures*].

L'UNOPS peut utiliser ces informations pour interpréter et évaluer l'offre concernée, mais n'est aucunement obligé d'en tenir compte.

Article 27 CONFORMITÉ DES OFFRES

L'examen du contenu de l'offre permet à l'UNOPS de déterminer si une offre est conforme aux exigences.

L'offre la moins disante est jugée conforme pour l'essentiel si elle satisfait ou dépasse les exigences stipulées dans la **Section V : Exigences** et les critères d'évaluation qui sont définis dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**, et ne contient pas de réserves, d'omissions ou d'écarts significatifs. Une réserve, une omission ou un écart sont qualifiés de significatifs s'ils :

- i) affectent de quelque façon substantielle la portée, la qualité ou l'exécution des Travaux spécifiés dans la **Section V : Exigences** ;
- ii) ne correspondent pas aux documents relatifs aux offres ou limitent de quelque façon substantielle les droits de l'UNOPS ou les obligations du soumissionnaire en vertu du Contrat ; ou
- iii) en cas de rectification, affecteraient injustement la position concurrentielle des autres soumissionnaires présentant des offres conformes pour l'essentiel.

Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel aux documents relatifs aux offres, elle sera rejetée par l'UNOPS et ne pourra pas être rendue ultérieurement conforme par le soumissionnaire en corrigeant les réserves, les omissions ou les écarts significatifs constatés.

Article 28 ERREURS, ERREURS FORMELLES OU OMISSIONS MINEURES

À condition que l'offre soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS peut passer outre la présence d'erreurs, d'erreurs formelles ou d'omissions mineures dans l'offre tant qu'elles ne constituent pas un écart significatif. Cela est possible uniquement lorsqu'il s'agit d'une question de forme, et non de fond, qui peut être corrigée ou ignorée sans porter préjudice aux autres soumissionnaires.

À condition que l'offre soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS peut demander au soumissionnaire de fournir, dans un délai raisonnable, les informations ou les documents nécessaires pour corriger toute erreur, erreur formelle ou omission dans l'offre.

À condition que l'offre soit conforme pour l'essentiel, l'UNOPS corrigera les erreurs de calcul selon les modalités suivantes :

- i) en cas de divergence entre le prix unitaire et le total indiqué en fin de ligne obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total sera corrigé, à moins que, selon l'UNOPS, il n'y ait eu une erreur évidente au niveau des décimales dans le prix unitaire, auquel cas le total de la ligne tel qu'il apparaît prévaudra, et c'est le prix unitaire qui sera corrigé ;
- ii) s'il y a une erreur dans un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux doivent prévaloir et le total doit être corrigé ; et
- iii) en cas de divergence entre le montant exprimé en chiffres et celui exprimé en lettres, ce dernier prévaudra, sauf si le montant exprimé en lettres a été obtenu suite à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra selon les dispositions des points i) et ii) ci-dessus.

Si le soumissionnaire recommandé pour l'attribution d'un Contrat conformément aux critères d'attribution n'accepte pas la correction d'erreurs, son offre sera rejetée et sa garantie de soumission de l'offre pourra être perdue.

Article 29 EXAMEN PRÉLIMINAIRE

Lors de l'ouverture des offres, l'UNOPS procède à un examen préliminaire des offres afin de confirmer que l'ensemble de la documentation technique et des documents requis à l'article 11 [*Contenu des offres soumises*] a été fourni, et afin de déterminer que chaque document présenté est complet. Au cours de l'examen préliminaire, l'UNOPS peut rejeter toute offre ne respectant pas les exigences formelles ou les exigences d'admissibilité fixées dans la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**, sans avoir à consulter le soumissionnaire.

Les offres incomplètes, frivoles ou contenant des écarts significatifs ou des réserves par rapport aux conditions du Contrat peuvent, à la seule et entière discrétion de l'UNOPS, être rejetées ou exclues de tout examen supplémentaire à tout moment de l'évaluation, y compris après l'examen préliminaire.

Article 30 MÉTHODE ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

L'UNOPS évaluera les offres et sélectionnera un soumissionnaire à retenir conformément à la **Section II : Méthode et critères d'évaluation** du présent appel d'offres.

Article 31 CRITÈRES D'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT

En cas d'attribution d'un Contrat, l'UNOPS doit attribuer le Contrat à un soumissionnaire estimé admissible et qualifié, et dont l'offre est la moins disante et conforme pour l'essentiel, conformément à la **Section II : Méthode et critères d'évaluation**. L'UNOPS se réserve le droit de mener des négociations avec le soumissionnaire recommandé pour l'attribution du Contrat concernant le contenu de son offre.

Article 32 NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT

Avant l'expiration de la période de validité de l'offre, l'UNOPS informera le soumissionnaire retenu par écrit, par courriel ou par courrier de l'acceptation de son offre. Il convient de noter que, si le soumissionnaire n'est pas encore inscrit en tant que fournisseur, il devra compléter le processus d'inscription sur le portail UNGM (Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies) avant la signature et la finalisation du Contrat.

Article 33 SIGNATURE DU CONTRAT

Au moment où l'UNOPS informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre, et à condition que ledit soumissionnaire soit inscrit sur le portail UNGM, l'UNOPS l'invitera à signer la version définitive du Contrat fournie dans les documents relatifs aux offres, qui englobe tout ce qui a été convenu entre les Parties.

Article 34 PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET PROCÉDURES DE DÉBRIEFING

L'UNOPS publiera sur son [site Web de données en libre accès](#) et/ou sur le [site Web du portail UNGM](#) les informations concernant le ou les bons de commande ou Contrat(s) attribué(s) à l'issue du présent appel d'offres.

L'UNOPS peut fournir un débriefing aux soumissionnaires non retenus s'ils en font la demande par écrit. La demande de débriefing doit être reçue dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification par l'UNOPS des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires non retenus. Cette démarche constitue une condition préalable à toute procédure de contestation de la part d'un soumissionnaire. L'UNOPS répondra par écrit dans les plus brefs délais à tout soumissionnaire non retenu qui demande un débriefing.

Article 35 AUTRES DROITS DE L'UNOPS

Sous réserve de l'examen préliminaire des offres, l'UNOPS n'a pas l'obligation d'accepter une quelconque offre, y compris l'offre la moins disante.

L'UNOPS peut, à sa seule et entière discrétion, entreprendre la totalité ou l'une quelconque des démarches suivantes :

- i) demander aux soumissionnaires des renseignements supplémentaires ;
- ii) modifier la structure et le calendrier de l'appel d'offres ;
- iii) modifier, supprimer, suspendre ou reporter à plus tard le processus relatif aux offres ou toute partie ou activité s'y rapportant ;

- iv) examiner, accepter ou rejeter toute offre non conforme ;
- v) demander l'organisation d'une inspection du Site ou d'une réunion de clarification, l'organiser ou y participer ;
- vi) demander à observer ou à accéder à un produit, une installation, un équipement ou aux locaux du soumissionnaire, ou à assister à toute autre démonstration, tout autre essai ou test, à condition que la requête de l'UNOPS en ce sens revête un caractère raisonnable ;
- vii) abandonner, annuler ou interrompre de toute autre manière le processus relatif aux offres à tout moment avant la signature d'un Contrat, sans engager sa responsabilité envers les soumissionnaires et sans avoir à leur fournir une quelconque raison ou un quelconque préavis.

Article 36 CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations et des documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS doivent être traités comme étant confidentiels par les soumissionnaires et :

- i) demeurent la propriété de l'UNOPS ;
- ii) ne peuvent en aucun cas être utilisés à d'autres fins que la préparation d'une offre ; et
- iii) doivent être immédiatement restitués à l'UNOPS si un soumissionnaire décide de ne pas répondre au présent appel d'offres, ou si son offre est rejetée ou n'est pas retenue, dans les quinze (15) jours suivant le moment où l'UNOPS les informe de ce fait.

L'ensemble des informations et des documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS ne peuvent être divulgués à aucun tiers, sauf :

- i) avec l'accord préalable écrit de l'UNOPS ;
- ii) lorsque le tiers concerné aide un soumissionnaire à préparer son offre, à condition que le soumissionnaire se soit préalablement assuré que ledit tiers respectera la présente obligation de confidentialité ;
- iii) si, au moment du présent appel d'offres, le soumissionnaire est légalement en possession des informations ou documents concernés par l'intermédiaire d'une partie autre que l'UNOPS ;
- iv) si la loi l'exige, et à condition que le soumissionnaire ait préalablement informé l'UNOPS par écrit de son obligation de divulguer les informations ou documents concernés ; ou
- v) si les informations concernées sont accessibles au grand public, et que cette accessibilité ne résulte pas d'une violation de leur confidentialité par la personne les ayant reçues.

Article 37 ÉTHIQUE ET CORRUPTION

L'UNOPS attend de tous les soumissionnaires qu'ils respectent les normes les plus élevées en matière d'éthique tout au long du processus relatif aux offres, ainsi que pendant toute la durée de tout Contrat pouvant être attribué suite audit processus. Par conséquent, tous les soumissionnaires doivent déclarer et garantir qu'ils :

- i) n'ont pas indûment obtenu, ou tenté d'obtenir indûment, des informations confidentielles relatives au processus relatif aux offres et à tout Contrat pouvant être attribué suite audit processus ;
- ii) n'ont pas de conflit d'intérêts qui les empêcherait de signer un Contrat avec l'UNOPS, et qu'ils n'entretiennent pas de rapports financiers avec d'autres soumissionnaires ou parties impliqués dans le processus relatif aux offres ou dans le Projet sous-tendant ledit processus ;
- iii) qu'ils n'ont pas eu recours, ou tenté d'avoir recours, à des Pratiques interdites dans le cadre du présent processus relatif aux offres ou du Contrat pouvant être attribué suite audit processus. Aux fins de la présente disposition, les Pratiques interdites sont définies dans la [politique de l'UNOPS en matière de sanctions appliquées aux fournisseurs](#) et désignent, entre autres, les pratiques suivantes :
 - les actes de corruption : offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, quelque article de valeur dans le but d'influencer indûment les actions d'une autre partie ;
 - les actes frauduleux : acte ou omission, y compris les fausses déclarations, visant intentionnellement ou par imprudence à induire une partie en erreur dans le but d'obtenir un avantage financier ou autre, ou d'échapper à une obligation ;
 - les actes coercitifs : acte ou omission qui nuisent ou portent préjudice, ou menacent de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à toute partie ou au bien d'une partie, en vue d'influencer indûment ses actions ;
 - les actes collusoires : accord entre au moins deux (2) parties visant à atteindre un objectif inapproprié, y compris à influencer indûment les actions d'une autre partie ;
 - les pratiques contraires à l'éthique : comportement ou conduite allant à l'encontre des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, aux cadeaux, aux invitations et aux restrictions postérieures à l'emploi, ou de toute autre exigence écrite nécessaire pour travailler avec l'UNOPS; et/ou
 - les actes d'obstruction : actes ou omissions de la part d'un soumissionnaire qui empêchent ou entravent la conduite d'enquêtes par l'UNOPS sur de possibles cas impliquant des Pratiques interdites.

Si un soumissionnaire ne respecte pas l'une quelconque des déclarations ou garanties ci-dessus, l'UNOPS a le droit de rejeter l'offre soumise par ledit soumissionnaire et de résilier tout Contrat qui aurait pu lui être attribué suite au processus relatif aux offres immédiatement après avoir informé le soumissionnaire d'une telle décision, et sans que cela contraigne l'UNOPS à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part. En outre, il peut être interdit au soumissionnaire d'entretenir à l'avenir des relations commerciales avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

Article 38 AUDIT

Tout soumissionnaire participant au présent processus relatif aux offres doit accepter de coopérer avec le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies, le Groupe de l'audit interne et des investigations de l'UNOPS ainsi qu'avec tout autre groupe d'investigation autorisé par la Directrice exécutive et le déontologue de l'UNOPS à enquêter sur toute allégation d'inconduite, et tout particulièrement sur toute allégation de violation de l'article 37 [*Éthique et corruption*], dans le cadre du présent processus relatif aux offres ou de tout Contrat pouvant être signé suite audit processus.

Dans le cadre de leur coopération avec l'UNOPS, le soumissionnaire doit donner accès à l'UNOPS, suite à une demande écrite, à tous ses employés, représentants, agents et cessionnaires, ainsi qu'à tous ses documents, dossiers et autres éléments pouvant être exigés pour mener une telle enquête.

Si un soumissionnaire ne respecte pas l'une quelconque des déclarations ou garanties ci-dessus, l'UNOPS a le droit de disqualifier l'offre soumise par ledit soumissionnaire et de résilier tout Contrat qui aurait pu être signé suite au processus relatif aux offres immédiatement après avoir informé le soumissionnaire par écrit d'une telle décision, et sans que cela contraigne l'UNOPS à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part. En outre, il peut être interdit au soumissionnaire d'entretenir à l'avenir des relations commerciales avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

Article 39 CONTESTATION DE L'OFFRE

Tout soumissionnaire estimant avoir fait l'objet d'un traitement injuste dans le cadre du présent processus relatif aux offres peut déposer une plainte auprès du Directeur des pratiques et normes de mise en œuvre de l'UNOPS par courriel à l'adresse bid.protest@unops.org. Pour qu'une contestation soit reçue et évaluée de manière substantielle, le soumissionnaire doit avoir demandé un débriefing conformément à l'article 34 [*Publication de l'attribution du Contrat et procédures de débriefing*] et il doit soumettre la contestation dans les dix (10) jours calendaires suivant la réception du débriefing fourni par l'UNOPS. Dans le cas peu probable où l'UNOPS ne fournirait pas de débriefing dans les quinze (15) jours calendaires suivant la demande du soumissionnaire conformément à l'article 34 [*Publication de l'attribution du Contrat et procédures de débriefing*], le soumissionnaire peut présenter une contestation de l'offre dans les dix (10) jours calendaires suivant l'expiration de ladite période de quinze (15) jours calendaires. Pour plus de détails sur les contestations des offres, veuillez vous référer au Manuel des achats de l'UNOPS.